Olivier BOBINEAU, Jean GUYON, (dirs.), La
coresponsabilité dans l'Église, utopie ou réalité?

Paris, Desclée de Brouwer, coll. «Religion & politique», 2010, 270 p.

Magloire Somé

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/22639>

DOI : 10.4000/assr.22639

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2010

Pagination : 9-242

ISBN : 9782713223013

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Magloire Somé, « Olivier BOBINEAU, Jean GUYON, (dirs.), La coresponsabilité dans l'Église, utopie ou réalité? », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 152 | octobre-décembre 2010, document 152-15, mis en ligne le 13 mai 2011, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/assr/22639> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.22639>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2020.

© Archives de sciences sociales des religions

Olivier BOBINEAU, Jean GUYON, (dirs.), La coresponsabilité dans l'Église, utopie ou réalité?

Paris, Desclée de Brouwer, coll. «Religion & politique», 2010, 270 p.

Magloire Somé

RÉFÉRENCE

Olivier BOBINEAU, Jean GUYON, (dirs.), La coresponsabilité dans l'Église, utopie ou réalité?, Paris, Desclée de Brouwer, coll. «Religion & politique», 2010, 270 p.

- 1 Le concile Vatican II a sans doute apporté une révolution dans la vie de l'Église catholique, particulièrement dans l'ordre ecclésiologique de choses, en faisant de celle-ci un peuple de Dieu. Dès lors, la distinction entre clercs et laïcs, auparavant perçus comme un troupeau conduit par ceux-là, perdait désormais sa signification. L'institution de l'Église comme peuple de Dieu annonçait l'heure de la communauté au sein de laquelle il fallait redéfinir les types de rapports entre clercs et laïcs dans la pastorale et la mission même de l'Église. Dans le même temps, l'Église catholique romaine se mettait en phase avec l'évolution du monde où le phénomène de modernité était source de sécularisation et d'indifférence religieuse dans la plupart des sociétés occidentales. Consécutivement à cette situation, les vocations sacerdotales s'étant raréfiées au cours du XX^e siècle, en Europe, le manque criant de prêtres obligeait à une nouvelle conception de l'Église.
- 2 La notion de coresponsabilité dans l'Église, lancée en 1968 au lendemain du Concile par le cardinal Léon-Joseph Suenens, devait entraîner des changements ecclésiologiques importants dans l'Église universelle et en particulier dans les Églises européennes. Elle a d'abord sonné comme un manifeste avant de faire son entrée dans le discours officiel du Saint-Siège. Dans cette optique, elle a ouvert de nouvelles perspectives théologiques et ecclésiologiques. Cet ouvrage, qui constitue les actes du colloque de Marseille publiés

sous la direction d'Olivier Bobineau et Jean Guyon, et qui fait le point de quarante années d'expérimentation de la coresponsabilité, part d'une interrogation fondamentale comme l'indique le sous-titre pour en arriver à une analyse du processus de coresponsabilité, appuyée par un ensemble de témoignages et assortie de questionnements sur la pratique et le devenir de cette option ecclésiologique. Ainsi conçu, l'ouvrage s'articule en trois parties.

- 3 La première partie examine la question de la coresponsabilité à la lumière des sciences humaines et de la théologie. La question de la coresponsabilité est une remise en cause du gouvernement ecclésial au niveau local. Pour mieux cerner l'enjeu du pouvoir ecclésial dans l'Église contemporaine, le sociologue Olivier Bobineau donne un bref aperçu historique du gouvernement de la paroisse, en remontant aux XII^e et XIII^e siècles où naît le curé en tant que gouverneur de la paroisse. Il montre que l'institution paroissiale réglait sinon régissait le mode de vie puisqu'elle disposait d'une identité propre reposant sur un espace territorial, un patrimoine foncier, des ressources financières et une communauté de fidèles astreints à des obligations religieuses sous la direction du curé responsable de leurs âmes. Cette forme d'organisation définissait une civilisation de la paroisse caractéristique de la société traditionnelle en Europe. Qui plus est, la paroisse passait pour être la maison commune, lieu de prière, de rencontre, de réunion, mais aussi de refuge selon les circonstances. Elle était gérée par un conseil de fabrique composé des fidèles et jouant, au cours du XV^e siècle, le rôle d'interlocuteur des curés, apportant sa participation aux célébrations religieuses et à la gestion budgétaire de la paroisse (p.29). Même si O.Bobineau ne l'a pas relevé de façon expresse dans sa communication, il laisse supposer qu'il existait dès le Moyen Âge, une participation des laïcs à l'activité ecclésiale. L'Église médiévale a connu de la fin du XII^e au XV^e siècle, la pratique d'une délégation d'une partie du pouvoir du prêtre au laïc, et donc une situation de coresponsabilité. Cette gestion partagée est remise en cause au siècle suivant avec la Réforme protestante. Le pouvoir du curé se trouve renforcé par le concile de Trente (1545-1563) qui fit de lui le médiateur entre les fidèles et Dieu. Le curé a l'obligation de connaître ses brebis à qui il doit offrir le sacrifice. Une distinction nette est faite entre le clergé, dont les membres peuvent prétendre à la sainteté, et le troupeau des fidèles qui peuvent être sauvés à la condition d'accomplir certaines pratiques dans la paroisse. Le gouvernement de la paroisse évolue au gré de l'histoire ecclésiastique et des bouleversements sociaux, politiques et économiques qui, au XX^e siècle, remettent en cause la fonction séculaire du curé et sonnent le glas de la civilisation paroissiale et du visage ecclésial traditionnel du catholicisme.
- 4 Au cours des années cinquante et soixante, le contexte sociopolitique et économique pousse à des réflexions sur la paroisse contemporaine. Dès lors, le discours ecclésial sur le gouvernement de la paroisse change. On prône un nouveau visage de la paroisse, sinon un aggiornamento de l'institution paroissiale. Il y a comme une remise en cause du pouvoir du curé, de la gouvernance de la paroisse que la coresponsabilité à l'heure actuelle impose comme facteur de rapprochement entre les fidèles et son institution religieuse.
- 5 Depuis la publication, en 1968, par le cardinal Suenens de son ouvrage sur *La coresponsabilité dans l'Église d'aujourd'hui*, l'institution paroissiale est repensée: on la fait évoluer de sa forme d'institution de pouvoir ecclésial vers une option communautaire où la dimension associative remplace la structure de pouvoir traditionnelle. Dans

l'élaboration de la pastorale et l'administration ou la gestion de bien de questions religieuses, on fait appel à la participation des laïcs. On a pu s'interroger sur la possibilité d'une association des laïcs à l'organisation des activités jadis dévolues au seul prêtre. L'approche théologique faite par Alphonse Borras à la suite d'O. Bobineau montre que le baptême, qui est «un rite, un acte rituel, une action sacramentelle», confère au laïc une dignité baptismale qui l'autorise à agir conjointement avec les ministres du Culte que sont les clercs. Le baptême fait entrer l'individu dans une filiation, une fraternité avec d'autres hommes. L'ensemble des baptisés constitue le Corps ecclésial du Christ: «En vertu de cette dignité baptismale commune», les baptisés sont coresponsables de la mission de l'Église (p.72).

- 6 Toutefois, il convient de souligner les limites de la coresponsabilité. Elle ne va pas de soi dans toutes les missions de l'Église. Si le baptême fonde la participation du laïc, il ne dit pas en quoi celui-ci participe à cette mission et on remarque par-ci par-là des réticences de la part de clercs à une coresponsabilité qui supposerait une égale participation à la mission de l'Église. A.Borras analyse les notions harmoniques qui fondent avec le baptême la légitimité d'une coresponsabilité des laïcs dans l'Église. Celle de la participation dans son acception suppose un partenariat entre laïcs et clercs. Elle conduit logiquement à la communion, c'est-à-dire à la solidarité dans la participation à une grâce. Mais cette communion ne fonde donc pas une fusion. C'est en cela que ces deux notions déterminent des limites de responsabilité dans le gouvernement ecclésial. Un autre terme qui fonde la coresponsabilité est la synodalité en vertu de laquelle les baptisés cheminent ensemble, et chacun à son rythme, pour l'édification de l'Église. La synodalité s'exerce sur tous les plans (local, régional, mondial ou œcuménique). Cet éclairage théologique permet de comprendre que la naissance de la coresponsabilité dans le gouvernement ecclésial est conforme à la tradition chrétienne. Mais la lecture psychosociologique faite par Vincent Hanssens sur la notion de coresponsabilité permet d'en comprendre les limites en fonction des situations et personnes en place. L'introduction de la coresponsabilité dans l'institution ecclésiale peut «poser un problème de cohérence organisationnelle interne» (p.94), car elle peut affecter le fonctionnement de toute l'institution et y provoquer des résistances. Tout dépend en effet du sens et des modalités de la coresponsabilité. Celle-ci peut résulter d'une délégation volontaire ou forcée. Quand elle est forcée, elle crée des relations de dépendance, et, en fonction de la nature de la délégation, il peut y avoir de résistances à déléguer. Quand elle est volontaire, on peut supposer que la compétence du délégant fait de sa participation un facteur de création d'une interdépendance. La coresponsabilité a donc des limites liées au fait qu'elle entraîne une réorganisation au sein de l'institution ecclésiale, tâche délicate qu'il ne faut pas accomplir par voie de décret ou de révolution.
- 7 La deuxième partie de l'ouvrage aborde les témoignages de situations de coresponsabilité en fonction du milieu urbain ou périurbain français où clercs et laïcs œuvrent dans un esprit de complémentarité en vue de faire revivre l'Église, d'annoncer l'Évangile. À titre d'ouverture, pour cerner d'autres expériences de la coresponsabilité hors de France, la paroisse Santo Stefano de Paterno, dans le diocèse de Florence, en Italie, a été invitée à partager son expérience de la pratique de la coresponsabilité. La paroisse étant repensée, on assiste à des situations diverses d'expérimentation du nouveau mode de sa gouvernance. Selon les situations, à Marseille par exemple, la hiérarchie, faute de prêtre regroupe des paroisses en un ensemble pastoral (les Berges de l'Huveaune) dirigé par un seul curé, aidé de laïcs à divers niveaux du service

ecclésial; ou elle conserve la paroisse, mais en révisé profondément le mode de gouvernance. On note, à travers les témoignages, le changement de vocabulaire: les exposés des expériences insistent davantage sur le vocable de communauté que de paroisse. Même quand on évoque la paroisse, l'idée de communauté lui est consubstantielle. À temps nouveaux, conception nouvelle de la vie ecclésiale. Les témoignages abordent également les situations d'hétérogénéité ethnique ou culturelle, et d'indifférence religieuse qui obligent à la mise en œuvre de stratégies appropriées à la gestion communautaire. Certaines communautés en arrivent à élaborer des chartes qui établissent la vocation et les règles de comportement orientant les membres dans leur mission (communauté Saint-Luc dans le diocèse de Marseille).

- 8 Les témoignages montrent l'impossibilité pour la paroisse de fonctionner de façon traditionnelle. La crise du sacerdoce est parfois perçue comme une chance qui pousse à la réflexion pour trouver une solution permettant à l'Église de rebondir, de coller à son milieu afin de mieux le servir.
- 9 Comme le thème ne saurait être épuisé dans le cadre d'un colloque, des questions liées à la question fondamentale du titre de l'ouvrage et qui font l'objet de sa troisième partie ont suscité des débats qui ont enrichi à la fois l'expérience des participants et leur réflexion sur la notion de coresponsabilité. Les débats ont porté sur des questions se rapportant à des thèmes variés comme la coresponsabilité en relation avec la problématique de la révision du pouvoir dans l'Église. La question de la formation et de la transmission de la parole se révèle importante pour faciliter une coresponsabilité satisfaisante. À ce titre, une distinction est donc faite entre formation et formatage dans la mise en œuvre du processus de participation. La coresponsabilité doit être vue comme une affaire des jeunes. À la suite des débats, la postface fait le bilan des échanges du colloque et ouvre des perspectives pour poursuivre la réflexion sur le thème.
- 10 L'ensemble des exposés aussi bien que des témoignages d'expérience ont porté sur la seule paroisse, l'unité ecclésiale de base où la pratique de la coresponsabilité révèle tout son sens. Le diocèse n'est pas concerné et on pourrait se poser la question de savoir ce qu'il en serait de cette coresponsabilité à un degré plus haut, au niveau du diocèse.
- 11 Au total, l'ouvrage aborde un thème instructif à la fois pour les communautés chrétiennes d'Europe, mais aussi d'ailleurs, en particulier des Églises du tiers-monde qui, malgré la différence des situations cléricales, expérimentent elles aussi la coresponsabilité dans l'Église en fonction de la spécificité de leurs milieux.